

Numéro 1

Mai 1986

CA1
EA723
86P01f

DOCS

LES RELATIONS EST-OUEST VALEURS, INTÉRÊTS ET PERCEPTIONS

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

CFP 12 1986

par Geoffrey Pearson

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

“Chaque nation est le résultat des personnes qui la composent et elle se comporte selon les traditions, les valeurs et les conceptions de ces personnes. Malheureusement, l’Occident semble avoir oublié ce truisme dans ses rapports avec l’Union soviétique.”

Michael Binyon,
Life in Russia p. 8,
Panther Books, 1985.

La réunion au sommet que le Président Reagan et le Secrétaire général de l’URSS, M. Gorbatchev, ont tenue à Genève les 19, 20 et 21 novembre 1985 annonce peut-être un autre nouveau départ dans l’histoire des relations Est-Ouest de l’après-guerre. Encore une fois, un président américain et l’opinion américaine doivent concilier de nouvelles images avec de vieilles hypothèses au sujet de la nature et du déroulement du grand conflit qui domine l’ère nucléaire, hypothèses que le Président Reagan s’est beaucoup efforcé de confirmer dans l’esprit de ses concitoyens et concitoyennes. Encore une fois, sans doute, un nouveau chef soviétique se demande si la façon dont son pays perçoit les intentions de l’Occident correspond bien à ce qu’il vient de voir et d’entendre dans l’intimité d’un tête-à-tête. Rien ne garantit une modification des politiques de part et d’autre ni, si des changements s’opèrent, la permanence des nouvelles orientations. L’histoire révèle en fait une évolution cyclique plutôt que linéaire. Les obstacles à la compréhension mutuelle demeurent formidables, fondés qu’ils sont sur de véritables différences d’intérêts, sur des conceptions opposées de la société et du rôle de l’État, et sur la fausse perception que chaque régime a de l’autre.

Les Occidentaux qui se rendent en visite en URSS déclarent souvent que, somme toute, les Russes sont véritablement “comme nous” mais qu’ils subissent un sort peu enviable, celui de vivre dans un contexte

politique très différent du nôtre. Ceux et celles qui ont vécu en URSS répondront sans doute que les premières impressions sont trompeuses et que les brèves rencontres, peu importe le niveau des participants, y compris les réunions au sommet, risquent plus d’induire en erreur que d’instruire véritablement. La méfiance est tellement prononcée de part et d’autre que l’amitié survit rarement aux rigueurs d’un climat politique désigné à juste titre par l’expression “guerre froide”. On a donc tout lieu de se poser des questions quand les dirigeants sortent d’entretiens privés de plusieurs heures en se témoignant des égards apparemment amicaux. Les premières impressions seraient-elles justes, après tout, ou cette réunion au sommet n’était-elle elle aussi qu’une charade dont les deux chefs se désintéresseront bientôt?

Les premières impressions font parfois voir des choses qu’on oublie ensuite. Nous persistons à parler de l’Est et de l’Ouest, par exemple, mais on est surpris de découvrir que les Russes sont des “Occidentaux”, bien que l’Union soviétique ne fasse pas partie de l’Occident. Sur le plan culturel, Leningrad appartient autant à l’Ouest que Paris ou Rome. Moscou est loin de l’Europe, mais le style de vie des jeunes et l’urbanisme y sont typiquement européens. Dans l’hôtel de province, la salle de danse bondée de gens rappelle un peu les années cinquante, tout comme l’engouement des Russes pour Hemingway et Faulkner évoque une autre époque. Cette familiarité trompeuse n’aurait pas surpris Tolstoï (mais elle l’aurait certainement offensé). Après tout, ce sont les Russes qui pensaient être en train de sauver l’Europe de Napoléon, personnage que l’auteur de *Guerre et paix* a qualifié de barbare venu d’une terre lointaine. Le cirque de Moscou réunit à la fois un club de nuit et un music-hall; les clowns passent des commentaires sur les folies de la société, ce qui, à nos yeux d’Occidentaux, est incompatible avec la moralité soviétique. Mais nous avons

43-243-433

oublié que le fou du roi joue le même rôle dans tous les pays du monde.

De même, on est surpris par l'attention que la télévision soviétique accorde au monde extérieur et par le fait que les citoyens et citoyennes ordinaires désirent vraiment en savoir davantage sur lui. Ils en savent déjà plus sur nous que nous sur eux, si l'on se fie au rapport disant qu'il y a en URSS plus de professeurs d'anglais qu'il n'y a de personnes étudiant le russe aux États-Unis. La culture et les styles de vie américains suscitent beaucoup d'intérêt là-bas. Une des premières pièces de théâtre auxquelles j'ai assisté à Moscou était une représentation laborieuse de *Porgy and Bess*, et l'une des dernières que j'ai vues était une version de l'oeuvre de Tennessee Williams intitulée *Rose Tatoo*, qui illustre la décadence de la société américaine et qui respectait sans doute les prescriptions officielles des autorités soviétiques, même si celles-ci couraient le risque que l'auditoire en tire les mauvaises leçons. Cela ne veut pas dire qu'on délaisse les classiques russes ou que les artistes soviétiques contemporains ne sont pas populaires. Pushkin est encore l'écrivain russe le plus populaire, et les billets de n'importe quel spectacle du Bolshoï sont plus précieux que des billets des Séries mondiales aux États-Unis.

En outre, les Soviétiques n'éprouvent aucun attachement marqué pour la culture occidentale. Isaiah Berlin, un des rares intellectuels occidentaux qui connaissent bien les deux cultures, a décrit ainsi les sentiments des Russes envers l'Ouest (traduction): "Un sentiment mixte d'infériorité intellectuelle et de supériorité émotive, une perception de l'Ouest comme étant digne d'envie à cause de sa retenue, de son ingéniosité, de son efficacité et de sa réussite, mais aussi comme étant à l'étroit, froid, mesquin, obsédé par la mesure et entravé par des restrictions, sans être capable de voir grand ou de se sentir généreux, d'éprouver des sentiments qui doivent de temps en temps envahir tout l'être et le déborder même, de s'abandonner avec insouciance face à quelque défi historique unique, et par conséquent, sans pouvoir jamais s'épanouir pleinement."¹

DES VALEURS DIFFÉRENTES

Ces impressions correspondent en partie à l'existence de valeurs ou de systèmes de valeurs différents dans l'Est et l'Ouest. Pendant un symposium organisé par la *US Heritage Foundation* en 1984, on a demandé à d'éminents Américains dont la plupart étaient de droite de définir la nature du conflit opposant l'Occident à l'URSS. Les opinions étaient à peu près partagées entre ceux pour qui la lutte avait pour objet la survie des valeurs démocratiques et ceux qui mettaient plutôt l'accent sur le choc des

intérêts géopolitiques. Beaucoup ont employé les mots "fondamentale" ou "inconciliables" pour décrire respectivement la différence et les points de vue, faisant ainsi écho aux idéologues soviétiques pour qui il existe effectivement une incompatibilité des valeurs. Cependant, quand on a demandé à l'assemblée quels devaient être les objectifs suprêmes des États-Unis, peu ont semblé penser que ceux-ci devaient tenter de changer la nature du régime soviétique, même si cela était faisable. Les participants ont plutôt opté pour une forme ou une autre de la politique de l'endiguement, une minorité d'entre eux préconisant la libération de l'Europe de l'Est et espérant peut-être que le régime soviétique finirait par s'éroder ou être renversé.

C'est Tocqueville qui, en 1835, a défini le conflit des valeurs comme étant l'affrontement de la liberté et de la servitude ("le régime anglo-américain compte sur le souci des intérêts personnels pour parvenir à ses fins et il accorde toute latitude à la force aveugle et au bon sens du peuple; le régime russe concentre toute l'autorité sociale en un seul point"). Tocqueville a écrit ces lignes bien avant que les deux pays aient aboli l'esclavage, de sorte que le parallèle établi entre "liberté" et "servitude" était un peu déroutant. Mais l'opposition entre la liberté individuelle et l'autorité de l'État était et demeure un élément central du conflit fondé sur les valeurs. La révolution de 1917 n'a pas, comme nous le supposons souvent, emprisonné le peuple russe dans un système de valeurs qui lui répugnait. Elle a renforcé l'ancien système. L'écrivain russe émigré Alexander Zinoviev, par exemple, rejette l'opinion communément reçue en Occident selon laquelle le peuple russe aspire à nos valeurs démocratiques, c'est-à-dire "à l'idée de l'individu perçu comme une entité ayant des droits et méritant du respect indépendamment du contexte social qui le fait vivre".² Cependant, on pourrait dire la même chose de nombreux aspects de la culture musulmane ou des traditions chinoises; pourtant, nous ne considérons normalement pas ces sociétés ou ces pays comme étant des ennemis mortels pour autant. D'autres raisons doivent donc expliquer l'antagonisme fondé sur des valeurs et dépassant les principes démocratiques.

La vision marxiste du monde fournit une explication. Isaiah Berlin, écrivant cette fois au sujet de deux types de personnalité qu'ils désignaient par les mots "hérisson" et "renard", déclarait: "D'une part, il y a ceux qui agissent suivant une vision centrale unique . . . un seul principe universel d'organisation d'où tout ce qu'ils sont et disent tire son sens (les hérissons), et d'autre part, ceux qui poursuivent de nombreux objectifs qui n'ont souvent rien à voir les uns avec les autres et qui sont mêmes contradictoires (les renards) . . ."³ Berlin parlait de Tolstoï et concluait que celui-ci était en fait un renard bien qu'il

pensât être un hérisson. Cette perspective peut-elle nous aider à comprendre les dirigeants soviétiques contemporains ?

Lénine et Staline étaient très certainement des hérissons, car ils croyaient en la seule vision du monde qu'ils avaient apprise de Marx et d'Engels. Les chefs soviétiques continuent à parler de "lois objectives" qui régissent le monde et que les communistes sont les seuls à comprendre, sauf bien sûr les "hérétiques" communistes, qui se font certes toujours plus nombreux. Ces lois donnent à penser qu'un "nouveau monde socialiste" remplacera tôt ou tard le monde capitaliste, mais pas nécessairement à l'issue d'une guerre et d'une révolution. En outre, l'objectif de l'URSS demeure, comme M. Brejnev l'a formulé au 26^e Congrès du Parti en 1981, "de créer une société non divisée en classes"; mais dans la version actuelle du Programme du Parti, on a délibérément évité de préciser la date fixée pour atteindre cet objectif.

À mon avis, il faut accepter les déclarations de ce genre pour ce qu'elles sont. Elles présentent un système de convictions. Mais de plus en plus, les actes des Soviétiques, tant chez eux qu'à l'étranger, font croire que d'autres réalités, à commencer par les armes nucléaires et par la reconnaissance de la nécessité d'appliquer de nouvelles méthodes de travail et formules d'encouragement dans les fermes et les usines, appellent les réactions du renard. Dans ses mémoires, Henry Kissinger évoque à cet égard la perplexité des hommes d'État occidentaux, face à des "conflits philosophiques" et non à des relations entre États, d'une part, et d'autre part, à l'"opportunisme sans pitié" qui constitue l'essence de la stratégie soviétique, d'après M. Kissinger. Dans le même ordre d'idées, le Secrétaire d'État américain, M. George Shultz, s'est demandé publiquement si l'URSS était simplement une grande puissance parmi d'autres ou si elle n'était pas plutôt proprement militariste et expansionniste; il préfère cette dernière possibilité car, selon lui, "c'est fondamentalement là la façon dont l'URSS s'est toujours décrite elle-même et dont elle s'est toujours comportée."⁴

Il y a tout un écart entre, d'une part, l'idée que les valeurs soviétiques diffèrent des nôtres et, d'autre part, la conclusion que la politique soviétique vise à les imposer au reste du monde et que le Nicaragua, par exemple, doit subir le même sort que la Pologne. Mais c'est quand même un écart que beaucoup franchissent en soutenant parfois, comme M. Shultz, que l'URSS est "proprement" expansionniste; ce faisant, ils confondent une doctrine au sujet de l'avenir postulée par Marx et Engels et le comportement soviétique un siècle plus tard.

Les ambiguïtés de l'idéologie et de la politique soviétiques favorisent la confusion, laquelle m'a frappé aux obsèques de M. Brejnev, occasion où le

protocole accordait la préséance aux chefs des principaux partis communistes occidentaux par rapport à leur chef d'État respectif. Pourtant, il faut empêcher ces ambiguïtés de faire renaître les hypothèses occidentales erronées selon lesquelles les Soviétiques fomentent de conquérir le monde et travaillent à une vaste stratégie dont les détails sont préservés jalousement dans les entrailles mêmes du Kremlin. Les idéologues des deux camps maintiennent en vie la doctrine de l'"internationalisme prolétarien", mais les politiques des dirigeants soviétiques traduisent en fait une prudence qui se compare raisonnablement bien à celle qu'ont manifestée d'autres grandes puissances passées et présentes.

Finalement, devons-nous supposer que nos valeurs sont nécessairement meilleures ? C'est là une question à laquelle la plupart d'entre nous, dans l'Ouest, répondent automatiquement en fonction des libertés politiques. Si nous jugeons les valeurs d'après les résultats sociaux aussi bien que politiques, la comparaison nous apprendra peut-être quelque chose. Que savons-nous vraiment, par exemple, sur la criminalité en Union soviétique, ou sur la façon dont les enfants y sont élevés, ou encore sur les conditions de vie des pauvres ? Notre société de consommation constitue-t-elle nécessairement un objectif pour les autres ou un modèle meilleur qu'ils devraient imiter ? Les préjugés et l'ignorance, aussi bien que les mensonges et le secret, font qu'il est difficile de creuser ces questions davantage. Il faudra élargir énormément les échanges culturels, universitaires et scientifiques si nous voulons pouvoir un jour commencer à y répondre.

Pendant la guerre froide, l'URSS et les États-Unis ont exagéré le conflit fondé sur les valeurs, notamment parce que l'un et l'autre pays tient à être perçu comme étant le phare dans un monde envahi par l'obscurité. Chacun justifie le recours à la puissance en se présentant comme un sauveur, et il dissimule de cette façon un conflit bien réel (celui qui est axé sur les intérêts) derrière des mots moralisateurs (ou des idéologies, si l'on préfère), répudiant peut-être ainsi inconsciemment le péché de l'"impérialisme" que tous deux associent à la sombre époque de l'"hégémonie" européenne.

DES INTÉRÊTS DIFFÉRENTS

L'expression de Marshall Shulman, "*a limited adversary relationship*" (des affrontements à portée limitée), définit fort bien le conflit axé sur les intérêts. En 1965, il décrivait la dimension essentielle des relations Est-Ouest comme étant la pression exercée par l'URSS pour accroître son pouvoir et son influence dans le monde, mais il a aussi fait valoir que les éléments d'un conflit permanent ne sont ni

“totaux ni absolus” et il a souligné la nécessité d’amener l’Union soviétique à accepter “les processus internationaux qui rendent les ajustements possibles sans la guerre”.⁷ C’est en fait ce qui a commencé à se produire au cours de la décennie suivante, tant à la faveur des pourparlers SALT que dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Pourtant, à la fin des années 1970, des penseurs sérieux, tels que Shulman, se sont demandés s’il était effectivement possible d’en arriver à la stabilité en se fondant sur l’équilibre du pouvoir. Les Soviétiques, pour qui l’équilibre mondial était proprement dynamique et ne pouvait évoluer autrement qu’en faveur des forces de “libération nationale”, voyaient toujours les choses de la même façon. Entretemps, les événements survenus au Moyen-Orient, en Afrique et en Indochine semblaient en persuader beaucoup que la détente était un mirage. L’invasion de l’Afghanistan et la révolution sandiniste au Nicaragua ont confirmé cet argument et ont paru établir une double norme relativement à l’intervention des grandes puissances dans les affaires nationales de leurs voisins.

Je soutiens que la principale source du conflit d’intérêts se situe en Europe, où les desseins soviétiques et occidentaux en matière de sécurité s’affrontent le plus directement. D’autres voisins de l’URSS, la Chine en particulier, représentent une menace aux yeux de Moscou, mais à l’exception de la Norvège et de la Turquie, ce ne sont pas des alliés des États-Unis. Aucun d’eux n’accepte que des troupes américaines soient basées sur son territoire. Il peut être intéressant ici d’établir une analogie avec Cuba et le Nicaragua. Les engagements pris par les Soviétiques envers l’Europe de l’Est (la doctrine “Brejnev”, comme on les appelle parfois) s’expliquent principalement par un souci de sécurité, bien que le tout soit présenté sous le couvert idéologique. Les alliés éloignés tels que Cuba et le Nicaragua tombent dans une catégorie différente, et même l’Afghanistan pourrait être autorisé, à mon avis, à revenir à un régime politique non communiste si, en fin de compte, cela devait être le prix à payer pour retirer les troupes soviétiques.

On trouvera une autre cause de l’antagonisme fondé sur les valeurs dans l’hypothèse commune que l’URSS est demeurée un État “totalitaire” au sens que le mot avait dans les années 1950 quand des écrivains tels que Hannah Arendt s’interrogeaient sur les caractéristiques communes du nazisme, du fascisme et du stalinisme. Dans une certaine mesure, il est vrai de dire que, jusqu’à récemment, les intellectuels occidentaux n’ont pas su pour la plupart faire les distinctions appropriées entre l’URSS de Staline et d’après Staline, et comprendre “la complexité changeante et multicolore de l’expérience soviétique”.⁵

Tant les partisans que les adversaires des régimes communistes soutiennent que le “communisme est une nouvelle forme de société”, mais très peu de recherches empiriques sur l’URSS aident à corroborer la justesse d’une telle affirmation. Au contraire, on peut faire valoir que la société soviétique ne rompt pas avec l’histoire russe et qu’elle présente des analogies évidentes avec l’Occident quand on songe aux phénomènes sociaux contemporains. L’intense attention que les médias et les milieux politiques occidentaux accordent aux mouvements de “dissidence” soviétiques et aux récits sur la vie dans les camps racontés par des écrivains émigrés masque, voire éclipse tout à fait, les recherches faites, par exemple, sur les attitudes du peuple face au régime, sur la satisfaction des élites et sur le rôle des groupes d’influence en concurrence les uns avec les autres. L’opinion publique soviétique n’est ni monolithique ni apathique, bien qu’elle trouve des formes d’expression différentes de celles existant dans l’Ouest. George Kennan a raison de rappeler à son ami soviétique les dangers d’un “esprit supposant que toutes les formes d’autorité échappant à l’emprise soviétique sont . . . iniques, hostiles et menaçantes”⁶, mais il ne précise pas ce que les mots “échappant à l’emprise soviétique” signifient.

Sur la foi des données (fragmentaires, il est vrai) que je possède, j’ai l’impression qu’il y a un véritable débat au sein du Parti, que l’autorité y fluctue, et que la personnalité et le tempérament comptent pour beaucoup dans le processus décisionnel. Quand Andreï Gromyko était ministre des Affaires étrangères vers la fin du règne de Brejnev, par exemple, il est à peu près certain que ses vues en matière de politique étrangère dominaient le Politburo. Aujourd’hui, il est possible que les choses aient changé. Ce qu’il importe de retenir, c’est que le régime politique soviétique est façonné par des facteurs tels que la personnalité, les attitudes du public et la concurrence entre les groupes d’influence, aussi bien que par la discipline du Parti ou les pouvoirs de la police. Il suffit d’observer ce qui se passe dans d’autres pays non occidentaux, dont la grande majorité sont des États non démocratiques d’après nos normes, pour prendre conscience des similitudes et des différences existant entre les divers régimes politiques autoritaires, peu importe qu’ils soient de la droite ou de la gauche.

Quoi qu’il en soit, ce serait une erreur d’affirmer, comme certains continuent de le faire, que l’URSS est résolue à étendre son emprise sur l’Eurasie tout entière. Les faits des quarante dernières années prouvent le contraire. Et comment l’URSS exercerait-elle son emprise ? Suppose-t-on à cet égard que chaque parti communiste d’Europe et d’Asie serait prêt non seulement à prendre le pouvoir, mais aussi à obéir aux ordres de Moscou, ou si tel n’était pas le

cas, que les Soviétiques disposent de troupes et d'armes en quantités illimitées ? Moscou ne cherche pas, bien au contraire, à étendre son hégémonie, mais plutôt à éliminer tout ce qui risque encore de l'empêcher de maintenir son emprise et son influence. C'est dans cette perspective que l'URSS a interprété les crises qui avaient éclaté en Pologne et en Afghanistan.

En dépit des nouvelles tensions des cinq dernières années, les affrontements demeurent limités, car ni l'un ni l'autre opposant n'a osé transgresser ce que le second percevait comme étant les limites de sa zone vitale. Ainsi donc, le cordon sanitaire reste en place en Europe de l'Est, si fragile qu'il puisse être. Les Coréens ont appris à coexister. La Chine a pris soin de ne s'allier à aucun des adversaires. Un statu quo précaire subsiste au Moyen-Orient, où l'URSS a des intérêts importants et où elle se doit donc d'empêcher toute situation de se produire qui pourrait l'obliger à intervenir *manu militari*. L'aide que les Soviétiques accordent à Cuba et au Nicaragua est dosée d'après une évaluation précise de ce que les États-Unis considéreraient comme étant des menaces pour leur sécurité, et l'aide qu'ils offrent à leurs alliés africains n'a pas entraîné de changements politiques marqués sur le continent noir. On continue de respecter les seuils imposés par les accords SALT, bien que l'heure approche où chaque camp pourrait croire que ses intérêts vitaux sont menacés par la capacité présumée de l'autre de porter le premier coup. Cependant, la capacité de la "première frappe" est une abstraction que les stratèges et d'autres encore manipulent souvent à leur guise pour justifier l'apparition de nouvelles armes et de nouveaux concepts de défense. Aucun chef politique ne recourrait à cette capacité à moins que la crise ait pris des proportions la rendant impossible à maîtriser. Mais pour en arriver là, il faudrait que les erreurs de calcul, la méfiance et la peur soient très marquées, et c'est ainsi que nous en venons à étudier la question des perceptions.

DES PERCEPTIONS DIVERGENTES

Les affrontements sont fondés sur un certain nombre de perceptions qui sont exactes sans l'ombre d'un doute. Mentionnons-en quelques-unes ici : les États-Unis et l'URSS sont des rivaux naturels à cause de leur taille, de leur puissance et de leur influence, indépendamment de leurs idéologies opposées; chaque pays met en doute la légitimité politique de l'autre; et enfin, la technologie moderne a donné à cette rivalité des proportions mondiales.

À mon avis, on erre principalement quand on dit craindre que l'"impérialisme", d'une part, ou le "communisme", d'autre part, soit destiné en quelque sorte à s'étendre aux dépens de l'autre. Pendant

la crise polonaise en 1980-1981, des éditoriaux de la *Pravda* soutenaient qu'elle avait été causée et fomentée par l'"impérialisme" occidental qui espérait ainsi miner le "camp socialiste". L'ancien président des États-Unis, M. Richard Nixon, a exprimé récemment une opinion semblable quand il a dit : "Quand on s'interroge sur les motifs d'affrontement entre les deux pays, il faut s'arrêter sur la politique soviétique qui consiste à soutenir les mouvements révolutionnaires luttant contre des gouvernements non communistes dans le tiers-monde; c'est là la question la plus difficile à résoudre et l'élément potentiellement le plus dangereux de l'équation."⁸ Le 24 octobre 1985, le Président Reagan faisait devant l'Assemblée générale la déclaration suivante : "Tous ces conflits ont une caractéristique commune : ils résultent d'une idéologie imposée de l'extérieur, divisant les nations et créant des régimes qui sont en guerre avec le peuple, dès le jour où ils prennent le pouvoir ou presque. Et dans chaque cas, la guerre marxiste-léniniste contre le peuple finit par dégénérer en guerre contre les pays voisins."

La philosophie soviétique repose sur une doctrine, bien qu'elle soit depuis longtemps assez souple pour prendre en compte la nécessité de "coexister en paix", surtout à l'ère nucléaire. La thèse centrale implique que les États-Unis, en tant que principale puissance "impérialiste", sont condamnés à commettre des actes qui mèneront à des conflits et à la guerre. Heureusement, le "camp socialiste" est maintenant assez fort pour repousser toute attaque contre les pays du Pacte de Varsovie et pour dissuader quiconque de déclencher une guerre nucléaire. Le point de vue parallèle en Occident est que l'URSS "exporte" la révolution qui, une fois implantée à destination, sert uniquement les intérêts soviétiques et constitue par définition une menace pour d'autres pays, tout particulièrement les alliés des États-Unis. Cette conviction justifie également l'intervention militaire, le cas échéant. Les partisans de cette thèse, dans le cas du Nicaragua, oublient souvent la dynamique d'une relation avec les États-Unis qui a aidé à garantir l'issue même que le gouvernement américain voulait éviter : une dépendance de plus en plus étroite par rapport à des pays qu'on peut désigner comme étant des États "révolutionnaires".

Chaque camp perçoit donc le monde dans une perspective qui laisse peu de place à la complexité et à l'ambiguïté. Dans la pratique, le marxisme-léninisme peut sembler avoir peu de rapport avec la théorie (en Chine, par exemple), mais il offre tout de même un cadre pour interpréter la politique mondiale. L'opinion occidentale n'est fort heureusement assujettie à aucune autorité orthodoxe. Il existe malgré tout une opinion que peuvent facilement soulever ceux qui affirment connaître "la

vérité" au sujet des intentions soviétiques. L'image de l'"ennemi" peut changer rapidement, surtout à l'ère des montages télévisés et de la diplomatie des sommets (fait dont M. Gorbatchev est plus conscient que ses prédécesseurs). Et pourtant, les variations soviétiques et américaines sur ce thème présentent une certaine symétrie révélant une sorte de paranoïa mutuelle profondément ancrée dans les esprits et tout à fait imperméable aux arguments rationnels.

Une des variations concerne les sources internes du pouvoir dans chaque pays. L'idéologue soviétique est convaincu que *Wall Street* gouverne, et non le Capitole, et que quelque part dans cette rue légendaire, un petit groupe d'avares cupides tire les ficelles qui font danser les marionnettes à Washington ou chez *General Dynamics*. C'est là un des thèmes favoris des caricaturistes. Il en va de même de l'image qu'on a du Kremlin en Occident : une sombre forteresse (elle est effectivement sombre, bien sûr, bien qu'elle soit aussi parfaitement éclairée) habitée par quelques personnages qui se ressemblent tous et dont la légitimité collective repose non pas sur l'assentiment du peuple mais sur la puissance militaire, laquelle a pour seul but de répandre le "communisme" dans le monde. Ces caricatures tirent leur force d'un mélange de vérité et de fiction. Les souvenirs de ceux qui ont vécu au temps de Staline nourrissent l'imagination des Occidentaux, tandis que celle des Soviétiques se rappelle le journalisme américain de bas étage de l'époque des gros bonnets exploités, les fameux *robber-barons* de la fin du XIX^e siècle.

Une deuxième variation porte sur les idéaux respectifs du communisme et du capitalisme. L'opinion soviétique officielle est que le capitalisme dénature la "démocratie" (terme aux mille significations) à ses propres fins, à savoir l'enrichissement personnel, l'exploitation des salariés et la discrimination raciale. À la télévision ou dans les écoles, on traite souvent du Sud des États-Unis et des oeuvres de ses historiens écrivains, tels que Faulkner et Mark Twain, et aussi des ghettos et des quartiers misérables des villes du Nord. On ne cherche pas à nier la richesse du monde capitaliste, mais on affirme qu'elle existe aux dépens des travailleurs et à la faveur d'injustices criantes dont le reste du monde est victime. L'impression que la réalité communiste (parfois limitée exclusivement à l'Union soviétique) suscite couramment en Occident est tout aussi déformée : une élite privilégiée qui ne manque de rien, et une populace qui s'arrache les quelques produits de mauvaise qualité fabriqués par un système qui ne peut fonctionner parce que rien n'encourage les individus à le faire fonctionner. Il existe un peu de vérité dans ces deux tableaux, mais il n'est pas facile de la départager d'une montagne d'éléments attestant d'une réalité différente.

Dans quelle mesure ces opinions traduisent-elles les sentiments du peuple dans les deux pays ? D'après mon expérience, le peuple russe n'entretient aucune malveillance (ou peu) à l'égard des Américains, et les films ou la presse écrite ne cherchent pas en général à susciter chez lui un tel sentiment. Ce sont plutôt les "classes dirigeantes" ou le gouvernement que le peuple russe accuse de susciter l'hostilité existante. Bien sûr, le baromètre politique peut monter ou descendre selon les désirs des autorités, contrairement à ce qui se passe dans le contexte culturel nord-américain où il est plus probable que les caprices des réalisateurs de la télévision ou du cinéma influenceront sur l'humeur publique. Ainsi, un récent sondage d'opinions mené aux États-Unis a révélé que 58 p. 100 des Américains croient être plus patriotes que les Russes, et que 46 p. 100 estiment aimer davantage leurs enfants; ce sont là des opinions qui s'expliquent difficilement autrement que par le recours massif à la désinformation.

Dans une étude datée de 1984 et intitulée *Assumptions and Perceptions in Disarmament*, l'universitaire suisse Daniel Frei conclut que les opinions du genre de celles que je viens de décrire sont inspirées par des convictions fondamentales traduisant une divergence authentique des intérêts. Selon lui, le conflit politique sous-jacent continuera d'empêcher la conclusion d'ententes sur des mesures de désarmement. Je suis d'accord pour dire que de telles convictions tendent à renforcer la divergence des intérêts, mais je suis persuadé également qu'il existe des terrains d'entente et qu'il est possible d'en reculer peu à peu les limites.

LES INTÉRÊTS COMMUNS

Le premier intérêt commun est de toute évidence la survie mutuelle. La politique soviétique accorde de plus en plus la priorité à cet objectif en adoptant le principe du "bien faire et laisser braire", tant sur le plan militaire que politique. Par ailleurs, la volonté conjointe d'arrêter la prolifération horizontale des armes atomiques et de réduire considérablement les arsenaux nucléaires est authentique et elle s'affirme de plus en plus. Il en va de même du désir d'empêcher tout accident ou toute fausse communication, comme l'ont prouvé les récentes propositions sur la création de centres mixtes de surveillance.

À ces intérêts communs s'ajoutent les craintes relatives aux conflits régionaux et à l'ordre mondial, craintes qui sont inspirées en partie par la croissance du terrorisme. Nous présumons communément que l'Union soviétique encourage le terrorisme, peut-être parce que nous avons tendance à établir une correspondance entre le terrorisme, l'OLP et

d'autres groupes qui, aux yeux des Soviétiques, luttent pour la "libération nationale". Il importe d'examiner toute cette question de plus près. Il se pourrait bien que les Soviétiques se rapprochent des points de vue occidentaux classiques préconisant la limitation des conflits par la médiation et l'intervention de tierces parties, notamment au Moyen-Orient, mais il est peu probable qu'ils acceptent l'hypothèse occidentale selon laquelle un statu quo à long terme est possible ou souhaitable. En fait, la plupart des membres des Nations-Unies rejettent l'hypothèse que le statu quo parmi les nations est quelque chose qu'il faut préserver et renforcer par le biais du droit international, tel que le perçoit l'Occident, et selon laquelle un nouvel ordre économique international, et peut-être aussi un nouvel ordre politique, serait "illégal". Mais cette hypothèse mise à part, il y a raison de croire que l'Union soviétique continuera de prêcher la prudence à ses amis et qu'elle sera disposée à coopérer discrètement avec ses supposés ennemis.

Les secours à fournir en cas de désastre, qu'il s'agisse de la famine en Afrique ou de la pollution des océans et des forêts, représentent un troisième domaine où les deux blocs collaborent de plus en plus. Le territoire soviétique couvre douze pour cent de la surface du globe. Il recèle d'immenses réserves de combustible et de minéraux. La dégradation de l'environnement risque donc d'affliger

beaucoup l'URSS, mais celle-ci y contribue elle aussi. De même, plus que la plupart des pays, elle dépend des importations de denrées comestibles, que ce soit des céréales de l'Ouest ou du poisson des océans du monde.

Les deux camps avaient commencé à examiner certains de ces intérêts communs (et il y en a d'autres encore, tels que l'exploitation conjointe des ressources de la Sibérie) à l'époque de la détente, et ce déblocage avait influé sensiblement sur les perceptions soviétiques. Il eut moins d'effet en Occident, sauf en ce qui concerne l'angoisse populaire grandissante au sujet de la guerre nucléaire. Le conflit d'intérêts a repris sa place prépondérante dans l'optique publique, sauf que la crainte de la guerre nucléaire contribue encore énormément à dissuader qui que ce soit d'agir inconsidérément. Mais nous nous trouvons de nouveau à un point tournant, maintenant qu'un nouveau chef soviétique cherche des façons de rompre avec le passé. Le vingt-septième Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, qui a eu lieu en février 1986, pourrait bien être le plus important depuis celui de 1956, année où Khrouchtchev donna une nouvelle orientation à son pays. Les universitaires, les journalistes sérieux et le public intéressé d'Occident devraient en profiter pour examiner de nouveau les mythes et les réalités propres aux relations Est-Ouest.

NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Isaiah Berlin, *Russian Thinkers*, Penguin Books, 1979, p. 181.
2. George Urban, "A Dissenter as a Soviet Man: A Conversation with Alexander Zinoviev II", *Encounter*, mai 1984, p. 34.
3. Isaiah Berlin, *op. cit.*, p. 22.
4. "Secretary's Interview on 'This Week with David Brinkley' on March 17, 1985," *Department of State Bulletin*, mai 1985, p. 37.
5. Stephen F. Cohen, *Rethinking the Soviet Experience*, New York : Oxford University Press, p. 37.
6. George Kennan, "Reflections (Soviet-American Relations)," *The New Yorker*, 24 septembre 1984, p. 60.
7. Marshall Shulman, *Beyond the Cold War*, Yale University Press, 1965.
8. Richard Nixon, "Superpower Summitry", *Foreign Affairs*, automne 1985, p. 6.

M. Geoffrey Pearson est Directeur général de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales. De 1980 à 1983, il a été ambassadeur du Canada à Moscou.

Le présent article est une version révisée du texte d'un exposé présenté à la UCLA (University of California at Los Angeles), en novembre 1985. Les opinions exprimées dans l'article sont celles de l'auteur et elles n'engagent en rien l'Institut ni le Conseil.

Publication de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales. Pour obtenir des exemplaires supplémentaires, prière d'écrire à l'Institut, au 307, rue Gilmour, Ottawa (Ontario), K2P 0P7.

Also available in English.

